
MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Maître de l'ouvrage

MINISTERE DE LA JUSTICE

Direction interrégionale des services pénitentiaires Est-Strasbourg

Mise en accessibilité PMR de la maison d'arrêt
d'Epinal

Cahier des Clauses Techniques Particulières
(C.C.T.P.)

Lot 01 : Désamiantage

Phase : DCE
Date : 25-03-25

Tampon et signature de l'entreprise

Architecte :
OCARIS
3, rue des cigognes
67 960 ENTZHEIM
Email : contact@ocaris.fr
Tél. : 06-22-12-72-80

Economiste de la Construction :
ITACA Ingénierie
9B hameau de Wildenguth
67 340 REIPERTSWILLER
Email : olivier.cuer@cuer.fr
Tél : 06-85-55-55-57

Dans le cadre de son marché, les travaux du présent lot comprennent avec obligation de résultat, la réalisation des prestations conformément à la réglementation.

I. GENERALITE

1. TRAVAUX PREVUS

La description des ouvrages donne les détails d'exécution, mais celle-ci ne peut être limitative, et les entreprises devront réaliser l'intégralité des travaux nécessaires au complet et parfait achèvement de l'ouvrage, même ceux non explicitement décrits, mais reconnus nécessaires suivant les plans, les Règles de l'Art et les documents techniques.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES GENERALES

Pour l'exécution de l'ensemble des travaux et installation, l'entrepreneur sera soumis, sauf stipulations contraires du présent C.C.T.P., aux Normes, Règles et Prescriptions techniques, en vigueur à la date de remise de l'offre.

L'entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de ces documents qui ne lui seront pas fournis mais qui constituent avec les pièces fournies par le maître d'œuvre les documents contractuels du Marché.

3. RECONNAISSANCE DES LIEUX

L'entrepreneur est réputé s'être rendu compte de l'état des lieux et de la construction, et notamment de l'importance des ouvrages à démolir, de ceux à conserver et protéger, des dispositions du terrain, des accès, des abords, des possibilités de stockage des matériaux, d'approvisionnement, des lieux d'évacuations des déblais et gravois... Il ne pourra invoquer son ignorance pour élever une quelconque réclamation après la conclusion du marché.

4. ERREURS OU OMISSIONS DANS LES DOCUMENTS REMIS PAR LES CONCEPTEURS

Chaque entrepreneur vérifiera les cotes des plans et sera tenu de signaler en temps utile aux concepteurs et au Maître de l'ouvrage, toute erreur ou omission qu'il pourrait y relever et risquant d'avoir des conséquences sur les travaux de son propre lot ou sur celui des autres corps d'état. De même, s'il relève des erreurs, omissions ou anomalies dans les pièces écrites (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire en particulier) qui lui seront remises au moment de la consultation des entreprises, il lui est fait obligation d'en aviser les Concepteurs et le Maître de l'ouvrage avant l'envoi de son offre. Passé ce délai, plus aucune réclamation ne sera recevable. Les quantités indiquées dans le

cadre du DPGF sont fixées par le Maître d'œuvre : elles sont données à titre indicatif et ne revêtent pas un caractère contractuel.

En cours d'exécution, aucune cote ne sera prise à l'échelle sur les plans et l'entrepreneur aura à sa charge de s'assurer sur place avant toute fabrication et mise en œuvre, de la possibilité de respecter les cotes et indications diverses mentionnées sur les plans.

5. VARIANTES

La proposition de prix de l'entreprise sera obligatoirement chiffrée conformément aux dispositions du projet.

6. OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

L'entrepreneur devra respecter :

- Les précautions à prendre pour ne dégrader en rien les parties conservées et d'assurer une protection particulière de certains éléments par divers procédés à faire réceptionner par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre (bâches, cloisons provisoires, etc.).
- Entrepôt du matériel : aucun gardiennage n'est ou ne sera assuré sur le chantier. Chaque entreprise sera pleinement responsable de son matériel et matériaux stockés dans l'enceinte du chantier.
- Nettoyage du chantier : le chantier sera maintenu dans un état de propreté convenable. Un nettoyage journalier du chantier sera effectué par chaque entreprise présente. Le lot Maçonnerie assurera le nettoyage final des abords et ouvrages extérieurs.
- L'entreprise du lot Maçonnerie assurera toutes protections et clôtures nécessaires pour la sécurité et suivant les directives souhaitées par le maître d'œuvre et le coordinateur SPS (s'il y a lieu).

7. NETTOYAGE DU CHANTIER – PROTECTION DES OUVRAGES

Le chantier sera tenu en parfait état de propreté tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, pendant l'exécution des travaux, par toutes les entreprises intervenantes.

En cas de carence d'une entreprise, dans l'exécution du nettoyage lui incombant, celui-ci sera exécuté sur ordre du maître de l'ouvrage par une autre entreprise, aux frais du défaillant.

8. FRACTIONNEMENT DES INTERVENTIONS

Chaque entreprise et quelle que soit l'importance de son lot, interviendra sur le chantier à la diligence du maître de l'ouvrage, autant de fois que nécessaire à la bonne planification des travaux de l'ensemble de la réalisation. Les prix de son offre seront réputés établis compte tenu de ces nécessités.

9. EVACUATION DES GRAVOIS

Aucun stockage de déblais ou de gravois ne sera toléré sur le chantier. Ceux-ci devront être évacués au fur et à mesure aux décharges publiques et les entreprises devront éventuellement s'acquitter des droits et taxes exigibles sur le lieu de décharge.

Les prix figurant à l'acte d'engagement comprendront obligatoirement les frais d'évacuation des gravats et autres types de déchets.

10. ORGANISATION DU CHANTIER

En principe ne seront donc portés au compte prorata que les dépenses de consommation, réparations ou remplacement d'ouvrages détériorés ou détournés si le responsable est incertain ou insolvable.

L'entreprise titulaire de la gestion du Compte Prorata procédera au règlement des dépenses correspondantes mais pourra demander des avances aux autres entrepreneurs. Elle effectuera en fin de chantier la répartition des dites dépenses proportionnelles aux montants des dépenses finales des marchés de chaque lot.

Dans cette répartition, l'action du maître d'œuvre se limitera à jouer le rôle d'amiable compositeur, dans le cas où les entrepreneurs lui demanderaient de faciliter le règlement d'un différend qui se serait élevé entre eux.

Remarques générales :

- Interdiction de fumer sur le chantier.
- Travaux par points chauds à réaliser le matin uniquement.

11. OPERATION DE CONTROLE

En cours de travaux, il sera procédé à des vérifications et contrôles de qualité. Tout ouvrage qui sera négligé sera systématiquement refusé. A ce titre, chaque entreprise effectuera son propre contrôle interne.

De plus, les entreprises concernées devront effectuer, à leur charge, préalablement à la réception, les essais et vérifications de fonctionnement des équipements et installations techniques, chacune en ce qui la concerne.

Il sera établi pour chacun de ces essais et par les soins des entreprises concernées, un procès-verbal. Les entreprises concernées devront faire parvenir ces procès-verbaux au Maître d'Ouvrage et au Maître d'œuvre.

12. PLANS D'OUVRAGES EXECUTES

Dans les quinze jours suivant la réception des ouvrages, les entreprises fourniront les plans de recollement des ouvrages exécutés, les notices d'entretien ainsi que les cartes de garantie spécifiques à certains matériels en 3 exemplaires minimums.

13. ATTACHEMENTS

L'entrepreneur devra établir les attachements écrits et figurés ou photographiques nécessaires pour la localisation et la justification des travaux modificatifs par rapport au forfait prévu, particulièrement ceux appelés à être cachés ou ceux n'ayant qu'une durée provisoire (fondations).

Les attachements seront cotés, datés et soumis au visa du maître d'œuvre, pour être joints aux mémoires dont 2 exemplaires seront adressés directement au maître d'œuvre pour ses archives.

14. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier ne seront pas compris dans le délai d'exécution.

A la fin des travaux, dans un délai de TRENTE JOURS, à compter de la réception, l'Entrepreneur devra avoir terminé de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

II. DESCRIPTIF TRAVAUX

Conception, fabrication et implantation suivant plans BET le cas échéant, plans généraux et carnet de détails architecte. Les précisions (marques, fabricants, distributeurs...) concernant les prescriptions portées aux descriptifs travaux sont données à titre indicatif, sauf mention expresse contraire. L'entreprise pourra donc faire des propositions différentes, mais elle devra sous peine de nullité :

- Préciser dans son offre les marques et références exactes des matériaux et matériels préconisés ;
- Présenter des éventuels échantillons

Les éventuels quantitatifs portés dans le Descriptif Quantitatif ne sont donnés qu'à titre indicatif. Il appartient aux entrepreneurs de les vérifier et de les modifier s'ils le jugent nécessaire. L'absence de modification vaut validation et l'entreprise ne pourra prétendre à un supplément de rémunération en cas de quantités erronées.

L'entrepreneur devra prendre connaissance des prestations respectives à la charge de tous les corps d'état. De ce fait, l'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens. Dans le cas de constatation d'anomalie ou de doublon entre les différents lots, l'entrepreneur devra le préciser dans son offre par un nota, mais il ne pourra en aucun cas arguer d'un oubli de localisation ou de description à son seul lot, pour prétendre à supplément sur le prix forfaitaire de son marché.

Toutes les dimensions du CCTP et des plans de l'architecte sont données à titre indicatif : l'entreprise en charge de ce présent lot devra veiller à faire réaliser des plans d'exécution qui seront soumis pour approbation à l'architecte et au contrôleur technique.

L'entreprise devra prendre en compte dans son offre la spécificité du monde pénitentiaire et notamment respecter scrupuleusement :

- **DISPOSITIONS PARTICULIERES APPLICABLES AUX ETABLISSEMENTS PENITENTIAIRES**
- **Arrêté du 18 juillet 2006 portant approbation des règles de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements pénitentiaires et fixant les modalités de leur contrôle.**
- **Tous les règlements propres à chaque établissement**
- **Contrainte d'accès aux établissements : dispositions communes aux établissements pénitentiaires**

L'entreprise devra intégrer dans ses prix la gestion éventuelle d'éléments amiantés ou à base de plomb suivant les diagnostics faits

Organisation du chantier :

Une attention particulière sera demandée à chaque entreprise quant à l'organisation et la tenue de ce chantier.

Il sera demandé à chaque entreprise de veiller d'une part, à la protection des zones dédiées aux travaux (zones délimitées, fermées; vigilance sur l'entrepôt du matériel) et d'autre part, à la remise en état partielle de chacune des zones successives du chantier (remise en état et nettoyage en cours et fin d'intervention pour chaque phase).

Travaux à réaliser :

Les travaux devront se dérouler en suivant scrupuleusement le plan de retrait, qui devra faire apparaître les zones de travail en fonction du planning des travaux.

Evacuation des matériaux « amiantifère » :

En préalable à l'ouverture du chantier, l'entreprise devra avoir obtenu l'accord d'une décharge spécialisée pour recevoir ce type de déchets. L'offre devra comprendre les frais de transports et de stockage en décharge. L'entreprise devra facturer un bordereau de suivi de déchets contenant de l'amiante, visé par tous les intervenants concernés comme défini dans la circulaire du 09/01/1997.

Mesures d'empoussièrement :

- Un contrôle initial du taux d'empoussièrement devra être réalisé (META)
- En cours de travaux, les contrôles d'empoussièrement devront être réalisés aussi souvent que nécessaire (MOCP)
- Le chantier ne sera réceptionné qu'en cas d'analyse concluante de la dernière mesure de contrôle (une par zone), dite libératoire
- L'offre fera clairement apparaître le nom des entreprises, obligatoirement agréées, qui procéderont à : des prélèvements d'atmosphère META ou MOCP analyses de ces prélèvements (laboratoire, META et MOCP)

Visite sur place fortement conseillée.

1. Fourniture et mise en place d'un plan de retrait amiante :

Fourniture et mise en place d'un plan de retrait amiante contenant notamment :

- Nature et durée probable du chantier
- Lieu où les travaux sont à effectuer
- Méthode mise en œuvre lorsque les travaux impliquent la manipulation d'amiante ou de matériaux en contenant
- Caractéristique des équipements devant être utilisés pour la protection et la décontamination des travailleurs et moyens de protection des autres personnes
- Fréquence et modalités des contrôles effectués sur le chantier

Ce document devra être diffusé aux organismes. L'entreprise devra effectuer toutes les démarches administratives nécessaires à l'exécution des travaux auprès des Sociétés Concessionnaires de distributions des fluides (si nécessaire), des Administrations Municipales et Centrales, des services de l'Hygiène, des Mines, de l'Inspection du Travail, de la Voirie et de la DRIRE.

L'entrepreneur devra obtenir l'accord du service intéressé avant de commencer les travaux et devra effectuer toutes modifications demandées pour ce dossier, sans augmentation de prix ou de délai. Il devra payer tous les frais, taxes et droits afférents,

signer tous contrats nécessaires, autoriser sans difficulté l'inspection de ses travaux par les agents assermentés, se plier à toutes les règles de police ou d'ordre public qui lui seraient signifiées et obtenir toutes autorisations ou permissions en temps utile dans le cadre du calendrier d'exécution du chantier.

Localisation : ensemble du chantier suivant diagnostics Amiante

2. Installation et organisation de chantier :

Au besoin, l'opération consiste à :

- Isolement des zones de travaux par rapport aux zones occupées.
- Mise en place de polyane sur les équipements risquant d'être pollués ou difficilement décontaminable, compris pontage des joints.
- Création des SAS + comportement d'accès aux zones de travail suivant plan de retrait (compris douches, ...)
- Mise en place d'un groupe déprimogène
- Humidification des matériaux pendant la dépose.
- Nettoyage des surfaces par aspiration avec filtres très Haute Efficacité type « filtre absolu » au fur et à mesure de la dépose
- Remise en état des locaux

Pas de fixation au sol. Les structures devront être indépendantes.

Compris analyse des fibres

L'entreprise devra veiller à respecter les réglementations du 01/07/12.

L'entreprise devra veiller à ce que ces employés aient tous les équipements nécessaires tant pour leurs protections que pour la protection des locaux et des occupants.

Localisation : ensemble du chantier

3. Dépose réglementaires des éléments amiantes avec mise sur palettes filmées :

L'opération consistera à déposer les éléments amiantes décelés lors du rapport d'expertise puis à les palettiser. Les palettes devront être filmées immédiatement et mise en attente dans une zone ne représentant aucun risque. Les débris devront être mis dans de grands réceptacles prévus à cet effet et emballés de façon étanche. Tous ces éléments de stockage devront être étiquetés. Les disques et autres outils jetables ayant servis devront être évacués dans les mêmes conditions. Compris nettoyage fin des abords

Localisation :

- Hall principal – Greffe – Ecrou (fouilles arrivants) : dalle de sol amiantée
- Circulation 004 : porte phonique avec joint amianté
- Circulation 25 : porte phonique avec joint amianté

-
- Cellule 214 : Plaque souple bitumineuse antivibratile amiantée dans évier métallique
 - Cellule 233 : Plaque souple bitumineuse antivibratile amiantée dans évier métallique
 - Cellule 314 : Plaque souple bitumineuse antivibratile amiantée dans évier métallique

4. Evacuation des déchets amiantes en décharges agréées :

L'opération consistera, après analyse, à acheminer les éléments amiantes démontés vers un centre d'élimination ou de traitement autorisé, selon les procédures fixées par le ministère chargé de l'environnement et mises en application dans chaque région par les Directions Régionales de l'Industrie, de Recherche et de l'Environnement (DRIRE). Le bordereau de suivi des déchets devra être remis au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre. Compris toutes les opérations de manutentions.

Les taxes de remisages seront à la charge de l'entreprise, qui tiendra à jour les bordereaux de suivi des déchets, qui devront être visés à la dépose par le responsable de la décharge. L'ensemble des bordereaux sera restitué au maître d'ouvrage par courrier recommandé AR au fur et à mesure des mises en décharges. Cette obligation sera une des conditions de réception de l'opération.

Localisation : ensemble des éléments précédemment déposés